



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
ET EUROPÉENNES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Odile PRACCA :
Téléphone 04.77.48.48.95 :
Courriel : odile.pracca@loire.pref.gouv.fr

Le Préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

Dossier n° : 87/6076

Arrêté n° 2009/0528

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU l'arrêté d'autorisation du 2 avril 1999 réglementant les activités exercées par la S.A.S. RECYCLAGE DECHETS SERVICES (RDS) dans ses installations sises à L'HORME - 6 rue de la libération - Zi la Peronnière ;

VU l'arrêté du 10 juillet 2007 relatif à l'ajout d'un broyeur de végétaux et à l'extension du site ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 31 juillet 2009, établi à la suite d'une visite d'inspection du site, constatant le non respect des dispositions des arrêtés des 2 avril 1999 et 10 juillet 2007 susvisés ;

CONSIDERANT que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La S.A.S RECYCLAGE DECHETS SERVICES (RDS) est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes des arrêtés des 2 avril 1999 et 10 juillet 2007 susvisés :

- article 4.3.2 de l'arrêté du 2 avril 1999: plan des réseaux de collecte des effluents
- article 6.1.3.1 de l'arrêté du 2 avril 1999: voies de circulation
- article 1.2 de l'arrêté du 2 avril 1999: déchets
- article 1.4.2 de l'arrêté du 2 avril 1999: aires de réception et de tri
- article 1.5.1 de l'arrêté du 2 avril 1999: propreté du site
- article 2.3 de l'arrêté du 2 avril 1999: contrôle des poussières
- article 4.3 de l'arrêté du 2 avril 1999: liquides inflammables

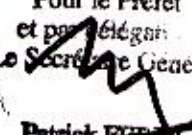
- chapitre 1.3 de l'arrêté du 10 juillet 2007: implantation des installations
- article 2.2.1 de l'arrêté du 10 juillet 2007: stockage
- article 2.2.2 de l'arrêté du 10 juillet 2007: imperméabilisation
- chapitre 3.2 de l'arrêté du 10 juillet 2007: broyage
- chapitre 4.2 de l'arrêté du 10 juillet 2007: protection coupe feu
- chapitre 4.4 de l'arrêté du 10 juillet 2007: mesure du niveau de bruit

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 3 : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire général de la Préfecture, Madame le maire de L'HORME et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le **13 AOUT 2009**

Pour le Préfet
et par délégué
Le Secrétaire Général

Patrick FLEURY

ok Gidic
elt

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la S.A.S RDS
- rue de la libération
- Zi la Peronnière
- 42152 L'HORME



-
- Madame le maire de L'HORME
- M. l'Inspecteur des installations classées, Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement *St Etienne*
- Archives *2009 - 169*
- Chrono